



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de l'alimentation**

Service des actions sanitaires
Sous-direction de la sécurité sanitaire alimentaire
Bureau des établissements de transformation et de distribution

Examen de la conformité des engins de transport de denrées alimentaires sous température dirigée, au regard des normes techniques

(1° du I de l'article R. 231-49 du code rural et de la pêche maritime)

Cahier des Charges

Numéro de consultation : **DGAL-2025-027**

Procédure de passation : **Délégation de service public – (phases candidature et phase offre conjointes)**

Table des matières

1. Introduction	3
2. Objet de l'appel à candidatures	4
2.1. Missions déléguées	4
2.2. Durée de la délégation	5
3. Prestations attendues par mission déléguée	5
3.1. Examen de la conformité des engins de transport	5
3.2. Appui technique au ministère chargé de l'agriculture	6
4. Rémunération du délégataire : tarifs des prestations	7
5. Exigences générales	7
5.1. Moyens humains, compétences et expertises	7
5.1.1. Adéquation missions-moyens et gestion des compétences	7
5.1.2. Expertise dans le domaine du transport sous température dirigée	8
5.1.3. Expertise dans le domaine des essais et de la métrologie	8
5.1.4. Indépendance, impartialité et confidentialité vis-à-vis des usagers de la délégation	8
5.2. Moyens financiers et techniques requis	9
5.2.1. Statut et base financière du candidat	9
5.2.2. Infrastructures, équipements et autres moyens	9
5.2.3. Système qualité	9
5.3. Engagement de continuité de service	9
5.4. Les relations avec les usagers de la délégation	10
5.5. Polices d'assurances	10
5.6. Relations avec l'autorité délégante	10
5.7. Objectifs de qualité de service et pénalités	10

ANNEXE 1 : Instruction sur les modalités particulières de renouvellement de certaines attestations de conformité selon l'article R. 231-45 du code rural et de la pêche maritime

ANNEXE 2 : Clauses contractuelles relatives à la sous-traitance du traitement des données issues de la convention de délégation signée entre le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le futur délégataire

La présente procédure est passée sur le fondement du III de l'article R. 231-49 du code rural et de la pêche maritime et non sur celui du code de la commande publique.

GLOSSAIRE

Autorité délégante : dans le présent cahier des charges, l'autorité chargée de la délégation de service public correspond au ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) représenté par la direction générale de l'alimentation (DGAL) et intitulé le ministère chargé de l'agriculture ou le ministre. Le MASA est autorité compétente ATP.

Délégation (de service public) : dans le présent cahier des charges, les termes « délégation de service public » désignent la mission mentionnées au 1° du I de l'article R. 231-49 du CRPM, confiée au délégataire par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, à l'issue d'une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité permettant

aux candidats potentiels de se manifester, conformément au III du même article. Les modalités de mise en œuvre des activités déléguées sont précisées dans une convention conclue entre l'autorité délégante et le délégataire, après publication de l'arrêté susmentionné.

Délégataire : la personne choisie à l'issue de la présente procédure pour réaliser les missions mentionnées au 1° du I de l'article R. 231-49 du CRPM.

Denrées périssables : denrées alimentaires pouvant devenir dangereuses du fait de leur instabilité microbiologique lorsque la température d'entreposage n'est pas maîtrisée¹.

Engins (de transport) : ensemble d'éléments constituant une caisse isotherme et la structure de support nécessaire à son transport sur route ou sur rail ; les dispositifs thermiques peuvent faire partie de cet ensemble². On distingue principalement les camions, camionnettes, remorques, semi-remorques, citernes, wagons, conteneurs, petits conteneurs et autres engins analogues.

Usager : personne qui a recours à un service, en particulier à un service public. Dans le cadre du présent cahier des charges, il s'agit des constructeurs, assembleurs ou reconditionneurs d'engins, des citerniers ou recalorifugeurs, des fabricants, monteurs ou opérateur de mise en service de dispositifs thermiques, des centres de tests et des utilisateurs (propriétaires ou loueurs) d'engins de transport de denrées périssables.

1. Introduction

Le transport de denrées constitue un maillon fondamental de la chaîne alimentaire. Au sein de cet ensemble, les denrées périssables doivent impérativement être conservées dans des conditions adéquates, notamment en matière de température, afin d'assurer la sécurité sanitaire de ces aliments, dans un intérêt de protection de la santé publique.

Pays contractant à l'accord du 1er septembre 1970³ dit « accord ATP », spécifique aux transports internationaux de denrées périssables, la France a étendu l'application de cet accord aux transports de denrées périssables sous température dirigée sur le territoire national.

Les engins utilisés pour ces transports sont alors soumis au respect des articles R. 231-44 et suivants du code rural et de la pêche maritime (CRPM) et de l'arrêté du 27 novembre 2020⁴.

Conformément à l'article R.231-45 du CRPM, tous les engins de transport sous température dirigée circulant en France doivent être conformes aux normes techniques définies par l'accord ATP, sauf dérogations prévues par l'article R.231-47 du CRPM et précisées par l'article 4 de l'arrêté du 27 novembre 2020 susvisé. Pour le transport de denrées périssables limité au territoire national, l'article R. 231-46 permet la délivrance d'attestations de conformité spécifiques, dites nationales.

Ces textes sont complétés par les documents techniques suivants :

- Instruction technique n° DGAL/SDSSA/2024-698 du 17 décembre 2024 relative au contrôle des engins de transport terrestre de denrées périssables sous température dirigée⁵,
- Référentiel de reconnaissance et d'évaluation technique des centres de tests d'engins en service, reconnu par décision du 3 décembre 2020 et les documents associés⁶,
- Référentiel technique d'habilitation des constructeurs, reconditionneurs, recalorifugeurs d'engins de transport de denrées périssables et des mandataires demandeurs d'attestation et les documents associés⁷,

Ces documents ont vocation à être révisés à l'occasion de l'attribution de la délégation à l'opérateur économique sélectionné à l'occasion de la présente procédure.

¹ Code rural et de la pêche maritime, article R. 231-44

² Accord du 1er septembre 1970 dit « accord ATP », annexe 1, point 7

³ Accord du 1er septembre 1970 relatif aux transports internationaux de denrées périssables et aux engins spéciaux à utiliser pour ces transports dit « accord ATP »

⁴ Arrêté du 27 novembre 2020 relatif aux conditions techniques du transport des denrées périssables sous température dirigée

⁵ <https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/instruction-2024-698>

⁶ http://www.autoritecompetenteatp.cemafroid.fr/centres_de_tests.htm

⁷ <http://www.autoritecompetenteatp.cemafroid.fr/constructeurs.htm>

L'application des textes et des documents techniques évoqués ci-dessus tient compte de toute modification de l'accord ATP et de la réglementation nationale au cours de l'exécution de la délégation.

Le dispositif actuel de certification des engins de transport de denrées périssables sous température dirigée aboutissant à la délivrance des attestations de conformité (ATP ou nationales) repose principalement sur trois activités, listées ci-après et complétées d'une volumétrie donnée à titre indicatif :

- **la réalisation d'essais en stations d'essais officielles :**

Le volume d'activité des stations d'essai officielles françaises est variable d'une année sur l'autre et d'un mois sur l'autre. Il est plus élevé selon un cycle de six ans, en lien avec la durée de validité des rapports d'essai.

A titre indicatif, sur une période de dix années, les volumes annuels d'essais minimum et maximum (liés à différentes années) sont les suivants :

Volume annuel d'essais réalisés sur une période de dix dernières années		Minimum	Maximum
Engins neufs (prototypes de caisses essentiellement), hors citernes	Essais d'isothermie (coefficient K) et d'efficacité des dispositifs thermiques, le cas échéant	39	89
Engins en service, hors citernes	Essais d'isothermie (coefficient K) et d'efficacité des dispositifs thermiques, le cas échéant	153	210
Citernes neuves (prototypes essentiellement) et en service	Essais d'isothermie (coefficient K)	69	137
Dispositifs thermiques (prototypes)	Essais de puissance frigorifique	31	52

Plus globalement, la plus forte activité annuelle a donné lieu à 445 essais, tandis que 362 essais ont été réalisés l'année ayant connu la plus faible activité.

- **l'évaluation technique des professionnels habilités et des centres de tests reconnus**
- **le traitement des demandes d'attestations de conformité et leur délivrance**

La présente procédure concerne uniquement l'examen de la conformité des engins de transport en stations d'essai officielles. Les deux autres missions susmentionnées sont réalisées par un délégataire choisi par l'administration dans le cadre d'une procédure distincte de la présente procédure.

2. Objet de l'appel à candidatures

2.1. Missions déléguées

En application de l'article R.231-49 du CRPM, le ministère chargé de l'agriculture a décidé de confier à un organisme tiers devant exercer sur la totalité du territoire national, y compris la Corse et les DROM⁸, la mission suivante :

- L'examen de la conformité des engins de transport des denrées alimentaires sous température dirigée aux normes techniques mentionnées à l'article R.231-48 du CRPM.

Par ailleurs, sont déléguées des missions d'appui technique ou de représentation du ministère chargé de l'agriculture, précisées en partie 3.2 du présent cahier des charges.

Le délégataire peut développer des activités annexes à la présente délégation en utilisant les biens utilisés pour l'exercice des missions déléguées, sous réserve que ces activités ne diminuent pas la qualité du service public.

⁸ Les départements et région d'outre-mer (DROM) regroupent la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion et Mayotte.

2.2. Durée de la délégation

A l'issue de la procédure de sélection des candidatures et des offres, l'organisme retenu (le délégataire) est désigné par un arrêté du ministre chargé de l'agriculture publié au journal officiel de la république française (JORF), conformément à l'article R.231-49 III du CRPM.

Une convention conclue entre le ministre et le délégataire, prévue par l'article 6 de l'arrêté du 27 novembre 2020, définit les conditions précises de la délégation, notamment les engagements de qualité de service convenus à l'issue de la procédure de sélection préalable.

La délégation de service public porte sur une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la convention par le ministre chargé de l'agriculture.

3. Prestations attendues par mission déléguée

Le dispositif mis en place doit être évolutif pour être en mesure de s'adapter aux évolutions de la réglementation et de l'accord ATP ou pour répondre à de nouveaux besoins.

3.1. Examen de la conformité des engins de transport

Examens de conformité des engins neufs (essentiellement les prototypes) et de certains engins en service :

Le délégataire doit être en mesure de réaliser les examens de la conformité, au regard des dispositions définies par l'annexe 1 de l'accord ATP, pour tout engin de transport de denrées périssables sous température dirigée, quelle que soient sa taille et quelle que soit les technologies de production de froid ou de maintien au froid mises en œuvre.

Le délégataire applique les méthodes et procédures définies à l'appendice 2 de l'annexe 1 de l'accord ATP afin de mesurer :

- l'isothermie des engins (essai de caisse) ; le coefficient global de transmission thermique (coefficient K^9) déterminant la catégorie isotherme (renforcée IR ou normale IN) des caisses, y compris pour les citernes ou les conteneurs,
- l'efficacité des dispositifs thermiques (couplage caisse – dispositif thermique) des engins frigorifiques et réfrigérants,
- la puissance frigorifique utile d'un groupe (essai de dispositif thermique),
- l'isothermie des engins en service,
- l'efficacité des dispositifs thermiques des engins en service,
- la mesure de la puissance des groupes frigorifiques multi-températures mécaniques,
- la mesure des consommations énergétiques,
- la détermination des paramètres qui décrivent le bon fonctionnement des dispositifs thermiques.

Ces essais nécessitent l'utilisation de chambres isothermes (cf. point 5.2.2 du présent cahier des charges) dimensionnées pour recevoir tout type d'engin de transport.

Chaque essai donne lieu à un procès verbal d'essai également nommé rapport d'essai, valant certificat de type. L'utilisation de ce procès-verbal comme certificat de conformité de type est possible durant une période maximale de six ans¹⁰.

Ces rapports d'essai sont transmis au délégataire retenu dans une autre procédure notamment en vue de la délivrance l'attestation de conformité des engins en question.

Les modalités particulières à appliquer pour le renouvellement de certaines attestations de conformité sont décrites à l'annexe 1 du présent cahier des charges (citernes, engins âgés de douze ans et au-delà).

Le délégataire est en mesure de réaliser les volumes d'essais annuels mentionnés au point 4.2.2.

⁹ Le coefficient K est défini par l'accord ATP, annexe 1, appendice 1, point 1.

¹⁰ Accord ATP, annexe 1, appendice 1, point 6 a)

Examen de conformité par échantillonnage des engins construits en série :

« Afin de vérifier que la production des engins fabriqués en série est conforme au type agréé, il sera procédé à des vérifications par l'essai d'engins d'échantillons pris au hasard dans la série de production. »¹¹

Ce dispositif prend la forme d'un plan de contrôle pluriannuel, prenant en compte toutes les catégories d'engins fabriqués en série. Il concerne les constructeurs ayant formulé des demandes d'attestations de conformité ou ayant demandé la reconnaissance d'attestations de conformité émises par une autre autorité compétente ATP (cas des engins importés en France).

Le contrôle correspond à l'inspection visuelle de l'engin et à la mesure du coefficient K en station d'essai selon les méthodes et procédures définies par l'accord ATP.

Les modalités de sélection des engins à contrôler ne doivent pas créer de distorsions de concurrence entre fabricants, qu'ils soient implantés en France ou dans les autres pays de l'Union européenne. La sélection des engins est effectuée par le ministère chargé de l'agriculture (DGAL), en lien avec le délégataire.

Chaque engin conforme fait l'objet de la délivrance d'une attestation de conformité pour la classe demandée, tandis que les engins non conformes sont déclassés et le constructeur concerné est soumis à une procédure de contrôle supplémentaire des engins fabriqués dans la période des six mois qui suivent le contrôle. En cas de résultat défavorable à l'occasion du second contrôle, le type d'engin ne peut plus être construit jusqu'à ce qu'il ait fait l'objet d'un nouveau rapport d'essai officiel.

La synthèse périodique des résultats fait l'objet d'un rapport présenté au ministère chargé de l'agriculture et à l'instance de concertation mentionnée au point 4.4 lorsque tous les contrôles prévus ont été réalisés.

Ces missions sont réalisées en lien avec un autre délégataire choisi à l'issue d'une procédure distincte. La répartition des tâches entre ce dernier et le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure est la suivante :

- Définition du plan d'échantillonnage : une proposition est formulée par le délégataire choisi à l'issue de l'autre procédure, en lien avec le ministère chargé de l'agriculture et le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure,

Ce plan d'échantillonnage décrira au minimum : les catégories d'engins concernées, les modalités de sélection des engins, les modalités de prélèvement des engins sélectionnés, la méthodologie de contrôle des engins (en station d'essais officielle), l'exploitation des résultats, la description des suites données (vis-à-vis de l'engin concerné, des autres engins de la série, du procès-verbal de type et du constructeur) et la prise en charge des coûts induits.

- Sélection des engins : le ministère chargé de l'agriculture, en lien avec le délégataire choisi à l'issue de l'autre procédure (information du délégataire choisi à l'issue de la présente procédure)
- Réalisation de l'examen de conformité : le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure, qui transmet le résultat au ministère chargé de l'agriculture et au délégataire choisi à l'issue de l'autre procédure
- Diffusion du rapport d'essai au constructeur concerné : le ministère chargé de l'agriculture,
- Elaboration d'un bilan : le délégataire choisi à l'issue de l'autre procédure.

3.2. Appui technique au ministère chargé de l'agriculture

Le délégataire se voit déléguer des missions d'appui technique et de représentation du ministère chargé de l'agriculture

Le délégataire doit être en mesure d'apporter tous les éléments techniques relatifs à son activité permettant l'évolution du dispositif et en particulier d'apporter un appui technique à la délégation française au WP.11 (groupe de travail du transport des denrées périssables du Comité des transports intérieurs CTI de la

¹¹ Accord ATP, annexe 1, appendice 1, point 6.b

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe CEE-ONU), ainsi que dans les groupes de travail ayant trait à l'ATP, sur la base d'un mandat de négociation validé par le ministre.

Le délégataire effectue une veille normative et réglementaire, française et internationale, en lien avec son activité. Il rédige autant que de besoin des messages et notes d'information notamment à la demande de l'autorité délégante et des guides de bonnes pratiques à l'attention des usagers.

Le délégataire participe aux travaux de l'Institut International du Froid (IIF) et en particulier de la sous-commission CERTE (Certification des essais et qualité de l'équipement de transport utilisé pour les denrées périssables et autres produits sensibles à la température) de la Commission D2 Transport frigorifique.

Le délégataire fournit annuellement un rapport de son activité d'appui technique.

Le délégataire est amené à assurer la formation d'agents du ministère chargé de l'agriculture, à la demande de ce dernier.

4. Rémunération du délégataire : tarifs des prestations

Les prestations figurant au point 3 du présent cahier des charges font l'objet d'une tarification, publiée sur le site internet du délégataire.

Le délégataire se rémunère par la perception de ces redevances auprès des usagers du service public.

Les tarifs des prestations respectent le principe d'égalité des usagers devant le service public¹². Par conséquent, en France métropolitaine, ils n'introduisent pas de discrimination d'ordre géographique.

Ils intègrent le financement du dispositif d'examen de conformité par échantillonnage des engins construits en série mentionné au point 3.2.2.

Les tarifs sont validés au préalable par l'autorité délégante, dans des conditions précisées par la convention conclue avec le délégataire.

Le cadre applicable à la révision des tarifs figure dans la convention liant le délégataire à l'autorité délégante.

5. Exigences générales

L'organisation mise en place doit pouvoir s'adapter, notamment aux évolutions d'ordre réglementaire et aux phénomènes conjoncturels.

Conformément à l'article R. 231-49 du CRPM et à l'article 7 de l'arrêté du 27 novembre 2020 susvisé, l'octroi de la délégation est subordonné au respect des conditions suivantes :

1. Disposer de l'expertise, de l'équipement et des infrastructures nécessaires à la réalisation des missions confiées,
2. Disposer d'un personnel qualifié et expérimenté, en nombre suffisant,
3. Présenter toutes garanties d'indépendance, d'impartialité et de confidentialité,
4. Etre accrédité aux titres des normes ISO 17025 pour la mise en œuvre d'essais d'engins de transport sous température dirigée.

5.1. Moyens humains, compétences et expertises

5.1.1. Adéquation missions-moyens et gestion des compétences

Pour mettre en œuvre des missions déléguées, le délégataire dispose de personnel, y compris de remplacement si nécessaire, en nombre suffisant, au regard des données d'activité indiquées au point 5.2.2.

Ce personnel fait l'objet d'une qualification et d'une supervision par du personnel expérimenté, pour la réalisation de leurs missions respectives.

La formation du personnel est à la charge du délégataire. Elle porte notamment sur les aspects techniques

¹² Arrêté du 27 novembre 2020, article 10

(procédures d'utilisation des infrastructures et des équipements mis en place, ...) et les pratiques d'audits des constructeurs et des centres de tests.

L'intégralité des échanges écrits et oraux doivent pouvoir se tenir en langue française. Au moins une partie du personnel est en mesure de lire, écrire et parler l'anglais.

5.1.2. Expertise dans le domaine du transport sous température dirigée

Le personnel réunit les compétences suivantes :

- des connaissances techniques voire de l'expérience dans le domaine du transport de denrées périssables sous température dirigée,
- des connaissances réglementaires dans le domaine du transport de denrées périssables sous température dirigée,
- des connaissances voire de l'expérience en matière de logistique et d'hygiène des denrées alimentaires.

5.1.3. Expertise dans le domaine des essais et de la métrologie

Le délégataire est expérimenté en matière d'essai d'engins de transport sous température dirigée, au regard des dispositions définies par l'accord ATP.

Les membres du personnel disposent de compétences et d'une expérience en mesure physique et en thermodynamique. Ils savent mettre en route et régler les matériels qu'ils essayent. Ils savent instrumenter un équipement en vue de son essai, effectuer des mesures, les enregistrer et les analyser.

Au moins une partie du personnel est titulaire d'attestations d'aptitude à manipuler les fluides frigorigènes de catégorie I et V.

Le personnel du candidat dispose au moins pour certains collaborateurs d'habilitations :

- au travail en hauteur,
- électriques de niveau BR/BC minimum,
- à la conduite de chariots élévateurs,
- à la manipulation des hayons élévateurs de marchandise de différents types,
- à la conduite de transpalettes et de gerbeurs.

La désignation définitive en tant que délégataire est soumise à l'accréditation effective du candidat au titre de la norme ISO 17025 pour la mise en œuvre des méthodes et procédures définies à l'appendice 2 de l'annexe 1 de l'accord ATP.

Important : Le candidat qui ne serait pas accrédité le jour du dépôt de sa demande doit s'engager sur le délai maximal d'obtention de cette accréditation qui, en tout état de cause, devra être acquise à compter de la date d'exécution du contrat de délégation.

5.1.4. Indépendance, impartialité et confidentialité vis-à-vis des usagers de la délégation

Le délégataire doit être en mesure de garantir l'indépendance, l'impartialité et la confidentialité de l'équipe dédiée à l'exercice de la délégation vis-à-vis, notamment, des autres acteurs du transport sous température dirigée.

Le délégataire ne peut pas construire, assembler ou commercialiser des équipements, éléments ou composants d'engins de transport soumis à l'obligation d'attestation de conformité prévue par l'article R.231-48 du CRPM.

Le délégataire ne peut pas être une filiale ou compter parmi les actionnaires des entreprises effectuant ces activités.

5.2. Moyens financiers et techniques requis

5.2.1. Statut et base financière du candidat

Le délégataire est à même d'identifier et d'affecter toutes les actions et tous les outils liés à la gestion des missions déléguées par rapport à toute autre activité qu'il exerce.

La gestion financière de la délégation repose sur une comptabilité analytique faisant apparaître de manière distincte la mission déléguée telle que définie au 1° du I de l'article R.231-49 du CRPM ainsi que les missions de conseil et de représentation assurées en lien avec l'objet de la délégation, et les autres éventuelles activités annexes évoquées à l'article 2.1 du présent cahier des charges.

Cela peut conduire à la création d'une société spécifique aux activités exercées dans le cadre de la délégation de service public, permettant son suivi financier.

5.2.2. Infrastructures, équipements et autres moyens

Le délégataire doit disposer des infrastructures, des équipements et autres moyens nécessaires à la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent cahier des charges.

Le délégataire doit disposer d'au moins un site d'essai permettant la mise en œuvre des exigences définies par l'accord ATP. Ce site d'essai est composé d'au moins deux chambres isothermes avec l'une des deux chambres permettant de réaliser des essais sur des engins de grande taille (en particulier citernes et semi-remorques).

Ces infrastructures, équipements et autres moyens sont adaptés à la nature des essais concernés et au volume d'activité prévisionnel au regard des éléments décrits ci-après :

Besoins		Nombre d'engins essayés par an
Engins neufs (prototypes de caisses essentiellement), hors citernes	Essais d'isothermie (coefficient K) et d'efficacité des dispositifs thermiques, le cas échéant	100
Engins en service, hors citernes	Essais d'isothermie (coefficient K) et d'efficacité des dispositifs thermiques, le cas échéant	250
Citernes neuves (prototypes essentiellement) et en service	Essais d'isothermie (coefficient K)	150
Dispositifs thermiques (prototypes)	Essais de puissance frigorifique	70
Total		570

Le délégataire s'interdira de céder tout ou partie des infrastructures et équipements sans un accord écrit préalable du ministre chargé de l'agriculture.

Le ou les sites d'essai du délégataire sont désignés stations d'essai officielles françaises.

5.2.3. Système qualité

Les missions déléguées font l'objet d'une documentation (procédures, formulaires d'enregistrement,...) tenue à jour et s'inscrivant dans le cadre d'une démarche qualité.

Le système documentaire qualité est établi sur les principes de la norme ISO 9001 ou équivalent pour le management de la qualité, sur les normes pertinentes de la série ISO 14000 pour le management environnemental et aux normes pertinentes de la série ISO 18000 pour le management de la sécurité.

5.3. Engagement de continuité de service

Le délégataire assure la continuité du service délégué face à des événements prévisibles voire récurrents (par exemple, les opérations de maintenance sur les chambres isothermes dédiées aux essais).

Cette continuité n'est toutefois pas exigée en situation de force majeure tel que défini au premier alinéa de l'article 1218¹³ du code civil.

5.4. Les relations avec les usagers de la délégation

Le délégataire de la présente procédure participe, autant que de besoin, à une instance de concertation avec les représentants des usagers¹⁴.

Cette instance de concertation est composée de représentants du ministère chargé de l'agriculture, de carrossiers constructeurs, de fabricants de dispositifs thermiques, de constructeurs de petits conteneurs, de centres de tests, de transporteurs et de loueurs d'engins.

L'organisation de ces instances est assurée par le délégataire retenu à l'occasion d'une autre procédure.

5.5. Polices d'assurances

Le délégataire devra justifier de polices d'assurances couvrant les dommages aux personnes et aux biens immobiliers et mobiliers causés dans l'exécution des missions déléguées, notamment par son personnel dans l'exercice de ses fonctions. L'attestation de couverture par une responsabilité civile professionnelle est remise dès le dépôt de l'offre.

5.6. Relations avec l'autorité délégante

Le délégataire se soumet à tout audit demandé par le ministre chargé de l'agriculture afin de s'assurer du bon fonctionnement de la délégation de service public qui lui a été confiée. Il lui permet d'accéder à tous les documents nécessaires à l'audit, quel qu'en soit le support, sur l'ensemble du périmètre des activités confiées.

Les données relatives à l'activité déléguée (telles que les plaintes et traitement afférent, les événements de nature à compromettre la continuité de service, ...) sont communiquées à l'autorité délégante au fil de l'eau ou de façon périodique (transmission trimestrielle du planning d'audit et du suivi afférent, ...).

Un échange au moins trimestriel (et autant que nécessaire) réunit le ministère chargé de l'agriculture, le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure et un autre délégataire retenu à l'occasion d'une autre procédure.

Les deux délégataires échangent autant que de besoin, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs missions respectives.

5.7. Objectifs de qualité de service et pénalités

Le délégataire mesure au moins annuellement la satisfaction des usagers de la délégation.

La convention formalise les principaux objectifs de qualité de service, notamment en matière de disponibilité du système d'information et des infrastructures d'essai ainsi que de délai de traitement des demandes des usagers.

La convention définit également les pénalités applicables si ces objectifs ne sont pas atteints.

¹⁴ Arrêté du 27 novembre 2020, article 9 II